

L'Adresse—M. McRae

depuis que je suis arrivé ici, et c'est la quatrième législature à laquelle je participe en tant que député. Le discours du trône est un appel aux Canadiens à qui il demande de s'unir pour assurer la force du pays.

En tant que représentant de deux localités se situant très près du centre du pays, l'une, la plus importante, étant Thunder Bay et l'autre Atikokan, les deux étant séparées par des localités plus petites, je peux vous assurer que nous prenons très au sérieux notre rôle de pont entre l'ouest et l'est, et celui de pivot, qui nous est échu. Notre ville étant le deuxième port du Canada et le premier port de grain au monde, nous sommes très heureux que le discours du trône mette l'accent sur le transport du grain. Le gouvernement a clairement indiqué qu'il ferait tout en son pouvoir pour faire transporter davantage de grain.

Le rôle central de Thunder Bay est un facteur de première importance dans ce transport. À l'heure actuelle, environ 70 pour cent du grain passe par Thunder Bay. Certaines personnes, entre autres les dirigeants du CP nous ont dit que, sans le taux du Pas du Nid-de-corbeau, tout le grain pourrait être expédié à meilleur compte par Thunder Bay, en passant par la voie maritime et ensuite par le canal de Panama jusqu'aux ports de l'Orient. C'est la meilleure façon de transporter le grain.

Nous désirons vivement que des améliorations soient apportées au transport du grain par Thunder Bay. Nous croyons qu'en réorientant les voies du CN et du CP le long du même corridor et en construisant de nouvelles gares aux endroits où le grain sera déchargé, on améliorera considérablement le transport.

La municipalité d'Atikokan a beaucoup de problèmes. Ces deux dernières années, deux mines ont été fermées et 1,200 personnes se sont retrouvées sans emploi. Il y a de graves problèmes à cet endroit. J'ai été déçu de ce qui c'est passé pendant les six ou huit mois durant lesquels le gouvernement Clark est resté au pouvoir. Il aurait pu faire beaucoup pour cette région, mais il ne l'a pas fait. Notamment, vu le climat qui régnait dans la Fonction publique, surtout au sein d'organismes comme la SCHL, où l'on était terrorisé à l'idée de faire une erreur ou de faire quoi que ce soit parce que les employés ne savaient pas du jour au lendemain s'ils allaient être congédiés...

Des voix: Oh, oh!

M. McRae: Les employés de la SCHL n'ont pas appuyé les habitants de ma localité qui éprouvent notamment beaucoup de difficulté à conserver leur maison. J'espère que la situation changera à cet égard.

Le monde des années 80 est extrêmement complexe. Au cours du débat qui se poursuit depuis plusieurs années, les Canadiens et les députés ont eu tendance à trop simplifier les problèmes qui se posent pour nous. Il existe toute une gamme de problèmes que nous n'avons jamais vus auparavant. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises à la Chambre, tout comme certains députés d'en face. Nous nous heurtons à des problèmes d'inflation et de chômage aigu en même temps qu'à celui de taux d'intérêts exorbitants. Nous nous trouvons devant toute une série de problèmes économiques d'une envergure et d'un type tout à fait différents de ceux auxquels nous étions habitués jusqu'ici. Cela ne fait aucun doute. Il se produit actuellement des bouleversements sociaux sans précédent. La situation

mondiale est grave, vu les difficultés qu'éprouvent tous les pays à résoudre leurs propres problèmes. C'est aussi le cas des sociétés multinationales. Il s'agit là de problèmes que les gouvernements antérieurs n'avaient pas eu à résoudre.

Quand je parlais de cette situation à la Chambre il y a deux ans, nous considérons un taux d'inflation de 5 p. 100 comme normal. Maintenant, le taux normal est de 10 p. 100. Ces derniers mois, le taux d'inflation aux États-Unis a oscillé aux environs de 18 p. 100. Nous n'avons pas trouvé de solution à ces problèmes.

Un facteur d'une importance primordiale vient s'ajouter à tout cela. En effet, depuis deux, trois ou quatre ans, nous avons commencé à nous rendre compte qu'il existe une très grave pénurie d'énergie. La situation est grave tant au Canada qu'aux États-Unis. Je reviendrai là-dessus et sur nos problèmes économiques dans un instant.

Je tiens à signaler que la solution à ces problèmes n'est pas simple. Le fait d'augmenter la masse monétaire, les taux d'intérêt ou, comme le propose le NPD, les dépenses du gouvernement et de créer ainsi une demande plus forte et un plus grand pouvoir d'achat, n'est pas une solution viable et ne l'a pas été depuis longtemps. Nous avons augmenté la demande à un rythme effarant, sans pour autant obtenir des résultats satisfaisants. Les raisons à cela sont nombreuses.

Nous devons envisager les années 80 comme une nouvelle ère. Les députés voudront bien se reporter aux commentaires du premier ministre (M. Trudeau), en 1975, à la veille du Nouvel An 1976. Il nous invitait à l'époque à changer de mode de vie. Il a été critiqué pour cela. Nous devons cependant adopter certains des changements qu'il avait proposés. Le problème de l'énergie en entraînera notamment, mais ce n'est qu'un changement.

Je voudrais traiter de la situation énergétique. Les passages du discours du trône qui portaient sur cette question m'ont particulièrement réjoui. Le discours du trône était magnifique à cet égard. J'en ai été réjoui car la plupart des idées de fond de ce discours provenaient des députés de ce côté-ci, non pas uniquement du gouvernement, mais bien des députés de notre caucus. On y reprenait systématiquement toutes les déclarations que nous avons faites au cours de la campagne.

Nous voulons cependant signaler deux ou trois petits points. En juin dernier, l'Office national de l'énergie annonçait que la production canadienne de pétrole brut classique en 1978, dernière année pour laquelle les données avaient été calculées, s'élevait à environ 1.4 million de barils par jour et que cette production tomberait à un peu plus de 500,000 barils par jour d'ici 1990. Il s'agit là d'une réduction d'un peu moins de deux tiers, qui a soulevé une série de problèmes. L'Office avait également annoncé à l'époque que les courbes de l'offre et de la demande de gaz naturel se rejoindraient vers 1992 ou 1993. Ces données ont été révisées à la hausse par la suite.

Il y a eu également ce célèbre jeudi où le premier ministre a annoncé à la Chambre que l'Est du Canada pourrait fort bien souffrir d'une pénurie de pétrole si l'hiver était trop froid. Puis le ministre de l'Énergie est intervenu deux heures et demie plus tard pour annoncer que nous allions solder ou vendre 2.8 trillions de pieds cubes de gaz naturel. Ce fut un jour intéressant, et le plus intéressant à ce propos fut que nous dûmes nous y prendre à six reprises lorsque nous siégeons dans l'opposition pour savoir quand il prévoyait que l'offre allait dépasser la